

le mois

L'Europe à la recherche d'un second souffle

Entretien avec Daniel Cohn-Bendit

En avril 2005, en plein débat français sur la ratification du Traité constitutionnel européen, La Revue nouvelle publiait une interview de Daniel Cohn-Bendit. Le président du groupe des Verts au Parlement européen y évoquait la nécessité de réduire le hiatus entre la construction européenne et le monde vécu de citoyens insécurisés par les transferts de souveraineté. Deux ans plus tard et au sortir de l'élection présidentielle française, il fait le point sur l'état de l'Europe et sur le paysage politique français.

RN: Deux ans après l'échec de la ratification du Traité constitutionnel européen, il semble que le projet d'une Europe fédérale et intégratrice n'ait jamais été aussi éloigné et que les nations soient en train de retrouver une forme de nouvelle légitimité. Le sommet européen qui s'est tenu les 21 et 22 juin permet-il de démentir cette impression ?

Daniel Cohn-Bendit: Les « non » français et néerlandais ont incontestablement mis un frein au mouvement de réforme de l'Union

européenne obtenu à l'arraché au moment de la catastrophe de Nice. La phase d'innovation mise en place grâce à la méthode conventionnelle pour transformer l'Union, rééquilibrer les rapports de force avec les gouvernements et qui avait instauré un nouveau cycle de démocratisation et d'ouverture sur la société, a brutalement été interrompue. Après les deux « non », aucun État, ni force politique, à l'exception des Verts, n'a cru à une reprise du processus

de la convention pour relancer le débat public, tirer les leçons de l'échec et engager une nouvelle dynamique.

Au sommet de Bruxelles, deux points de vue se sont opposés. L'un en faveur d'une Union plus intégrée et plus efficace pour répondre aux grands défis du moment (le climat, la mondialisation...). L'autre, plus réticent vis-à-vis de l'espace européen et accordant la primauté aux espaces nationaux au point que le respect et la protection des politiques, cultures et identités nationales impliqueraient l'autolimitation du cadre commun.

RN: Sur cette base, comment interpréter les résultats du sommet de Bruxelles?

D. C.-B.: D'abord, il faut bien voir qu'il tire un rideau de fumée. Il propose à une Conférence intergouvernementale (CIG) de rédiger un nouveau traité, en l'occurrence un traité de l'Union et un traité sur son fonctionnement qui modifient les traités précédents. Si le climat de cette CIG est le même que celui du sommet, on peut s'attendre aux pires problèmes quand les uns et les autres chercheront à poser leur veto à chaque mot. Le retour à la « bonne vieille méthode » de la Conférence intergouvernementale n'a donc pas vraiment de quoi rassurer. De plus, un sommet supplémentaire

(prévu en décembre 2007) est nécessaire pour que le nouveau Traité puisse être approuvé et ce, à l'unanimité. Là aussi, si les « jumeaux polonais » sont reconduits en octobre, de nouveaux coups de théâtre sont à craindre, sans parler de Gordon Brown qui pourra toujours dire que les engagements de juin étaient ceux de Blair, mais qu'aujourd'hui il a d'autres projets pour la Grande-Bretagne... Ce qui est proposé est « un traité simplifié très compliqué », comme l'a dit Jean-Claude Juncker. En même temps, les réformes envisagées ne peuvent en aucun cas être rejetées: l'extension de la codécision, des compétences et du contrôle du Parlement et, surtout, la clause de sortie. Pour la première fois, il est dit qu'un pays européen peut sortir de l'Union européenne. Un point important puisqu'il confronte chaque partenaire à ses responsabilités.

RN: Pourquoi?

D. C.-B.: Le journal britannique *The Independent* vient de publier l'intégralité de la Charte des droits fondamentaux en demandant à ses lecteurs ce qui les y dérangeait. La réponse est évidente. Rien, bien sûr! Pourtant la présidence allemande du Conseil a dû faire un compromis avec les Britanniques en stipulant que cette charte ne s'appliquerait qu'aux institutions européennes et au droit dérivé du

droit européen, pas au droit national. Or, en tant que Vert, je peux vous dire que je veux une vraie Constitution avec une Charte des droits fondamentaux qui s'applique partout, du régional au national en passant par le local. Aujourd'hui, nous sommes entravés par la règle de l'unanimité qui donne une prime aux nationalismes. Ceux qui veulent plus d'Europe partent sur l'idée que l'on va faire un compromis et ils n'ont aucun pouvoir de négociation puisqu'ils veulent à tout prix le compromis. Et ce sont ceux qui sont assis sur le veto qui imposent le rythme et la dimension de la négociation. C'est la tyrannie de la minorité. Et la démocratie, c'est se battre autant contre la tyrannie de la minorité que contre celle de la majorité.

RN: Est-ce que c'est vraiment une minorité dans l'Europe d'aujourd'hui?

D. C.-B.: Dix-huit États ont quand même ratifié le TCE. Ils étaient prêts à aller plus loin dans le fonctionnement d'une Europe plus intégrée. Nous devons donc nous battre pour une Constitution comportant une Charte des droits fondamentaux contraignante pour tout le monde. Nous avons besoin d'une vraie réforme constitutionnelle sans oublier d'occuper le terrain au niveau politique. L'amendement social à la Constitution devrait figurer en tête de

nos initiatives. Malgré la tournure actuelle des événements, je pense que l'on ne peut éviter indéfiniment la question d'un référendum européen à double majorité (une majorité des Européens et une majorité des États). Ceux qui diraient non à la Constitution auraient le choix de sortir de l'Union et d'opter pour un simple « partenariat privilégié ». Cela voudrait dire qu'ils auraient accès au marché unique, mais qu'ils ne seraient plus dans l'Union avec laquelle ils se limiteraient à conclure de simples traités. Des institutions de coordination pourraient alors être créées. Cette alternative me semble d'autant plus intéressante qu'elle préparerait mieux les pays candidats à l'adhésion dans la mesure où leurs réformes devront répondre aux exigences de cette nouvelle réalité constitutionnelle de l'Union européenne tout en leur laissant la possibilité de se contenter d'un partenariat.

RN: Y a-t-il des pays actuellement dans l'Union qui pourraient entrer dans ce genre de processus?

D. C.-B.: C'est le débat que nous devons avoir avec la Grande-Bretagne. Il faut pousser les Britanniques à se poser la question « *in or our?* ». On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre! Nous ne pouvons pas continuer à supporter des visions nationalistes du XIX^e et début du XX^e siècles tout

en cherchant à répondre aux défis du XXI^e siècle. Cela ne peut tout simplement pas fonctionner.

RN: Ce retour du nationalisme, on ne le sent pas seulement en Grande-Bretagne, on le sent aussi en France...

D. C.-B.: Oui, mais en France, il y a quand même une dynamique de l'approfondissement de l'Europe qui oblige la vision nationale française à se réintégrer un minimum dans un processus européen. Je suis conscient que dans tous les pays, en Allemagne aussi, l'État national est encore la première dimension qui compte. Cela ne va d'ailleurs pas changer avant cinquante ans. Mais ce n'est pas mon problème. Le problème, c'est de savoir si dans certains cas, on accepte de quitter l'espace national, et donc sa compréhension nationale des problèmes, pour partager sa souveraineté et renforcer l'intégration européenne. C'est là que réside le vrai changement historique. Certains nationalismes acceptent le choc de la réalité et acceptent cahin-caha de poursuivre dans le sens de l'évolution de l'Europe. Même le gouvernement Sarkozy. Je pense que la France ne dirait pas « non » une deuxième fois.

Il y a eu une volonté de faire un choc politique. Même les nonistes, par un subterfuge abracadabrant, en sont arrivés à retourner

la situation pour faire de la nouvelle proposition de traité leur soi-disant « plan B » et justifier ainsi leur refus de la Constitution... La Pologne, quant à elle, resterait sans aucun doute également dans l'Union. Le seul pays où il y a pour l'instant une vraie contradiction, c'est la Grande-Bretagne. Les Britanniques ont bien sûr le droit d'être le cinquante-et-unième État des États-Unis. Mais ils n'ont pas le droit de bloquer les autres parce qu'ils ne veulent pas d'un destin européen. S'ils ne l'acceptent pas, ils devront se faire à l'idée que la frontière de l'Union à l'Ouest, c'est peut-être la Manche.

RN: Quand on regarde l'évolution actuelle de l'Union, que peut-on dire à tous ceux qui ont soutenu le « non » au TCE?

D. C.-B.: D'une certaine manière, les réformes proposées actuellement sont une amélioration par rapport au traité de Nice. La grande différence avec le Traité constitutionnel, c'est que les réformes proposées ne partent pas d'une volonté d'accélérer l'intégration européenne et les politiques européennes. Donc, ceux qui ont dit « non » pour plus d'Europe ne peuvent pas dire qu'ils ont avancé. Au contraire, c'est un pas en arrière. L'Europe a encore beaucoup de mal à retrouver ses marques. Les décisions

européennes sur le climat et les énergies renouvelables attestent d'un manque d'ambition et d'une lourdeur de fonctionnement sur lesquels les « non » français et néerlandais ont pesé. Notons tout de même certaines clarifications, notamment au sujet des services publics qui figurent maintenant dans un protocole. Par ailleurs, la concurrence libre et non faussée n'est plus un objectif de l'UE : un chiffon rouge qui a donc disparu même s'il continue d'apparaître à divers endroits du Traité...

RN: Comment voyez-vous cette focalisation sur le rôle du marché ?

D. C.-B.: L'ironie de l'histoire, c'est que ceux qui veulent s'attaquer au marché en viennent notamment à édifier un sanctuaire au monopole d'EDF et donc à la concurrence faussée ! Et, soit dit en passant, ils accordent également leur bénédiction pour le nucléaire français. Tous les bienpensants de gauche, Verts ou pas, doivent m'expliquer comment ils vont faire pour sortir du nucléaire sans remettre en question le monopole d'EDF, leader européen en matière de distorsion du marché au détriment des consommateurs et autres producteurs.

RN: À gauche, il y avait deux sortes de nonistes. Ceux qui voulaient plus d'Europe et ceux qui refusaient le TCE au nom de la souveraineté nationale. Aujourd'hui les premiers, on ne les entend guère. Quant aux seconds, ils semblent de plus en plus se rapprocher des souverainistes de droite...

D. C.-B.: Actuellement, une partie de la gauche noniste essaie, non sans cynisme, de dire que ce nouveau traité atteste de l'existence du « fameux plan B ». Pourtant, tous ceux qui ont dit « non » pour avoir plus d'Europe doivent se faire à l'idée qu'en réalité, on en a « moins ». Pour ne citer qu'un exemple, le débat sur la fiscalité européenne n'a pas avancé. Le « non » n'a donc certainement pas fait avancer l'Europe. On réussit à recoller les morceaux et à éviter son effondrement. Mais ce n'est sûrement pas une avancée. La politique, ce sont la structure et le souffle. Or, en ce moment, nous manquons de souffle. Le problème d'une partie de la gauche française est de ne pas parvenir à imaginer une Europe qui ne soit pas à l'image de la France, une protection sociale qui ne soit pas la réplique de la protection française, des services publics qui ne soient pas « à la française », bref une entité politique qui vaille pour toute l'Europe. Le summum du genre a été atteint quand Besancenot a proposé une Poste européenne

avec un monopole européen de la Poste. C'est méconnaître que l'Europe oblige à repenser le fonctionnement au niveau national et à revoir pas mal de tenants et d'aboutissants de la pensée de gauche. Le problème du souverainisme français, de gauche comme de droite, c'est qu'il ne peut pas envisager d'évolution positive en dehors du modèle français du rôle de l'État.

RN: Comment les convaincre que ce modèle n'est plus nécessairement porteur de progrès social ?

D. C.-B.: La société française est actuellement une société à plusieurs vitesses. Il y a notamment un grand écart entre la protection réelle des fonctionnaires et celle de l'autre partie de la société active qui est exposée aux vents et marées. Cela ne veut pas dire que tous les fonctionnaires sont effectivement protégés, ni qu'ils ont tous un salaire décent. Mais ils vivent quand même avec un salaire plus ou moins décent dans un monde protégé alors que les actifs en dehors de la fonction publique vivent dans un monde de compétition et de violence totale. En outre, les services publics uniques ne sont pas des modèles d'efficacité. Personne ne met en doute la tâche régaliennne de l'éducation. Mais personne n'oserait dire aujourd'hui que le système éducatif français est efficace en termes

de réduction des inégalités. Les inégalités scolaires augmentent chaque année dans tous les pays européens, sauf dans les pays scandinaves. En Allemagne, il y a à l'université proportionnellement moins d'enfants issus des milieux défavorisés qu'il y a quinze ans, ce qui est quand même aberrant. En France, la défense des services publics finit souvent par correspondre à la défense de leurs dysfonctionnements.

RN: La gauche traditionnelle impute cela à l'excès de compétition dans le secteur privé ou au manque de moyens dont disposent les services publics... ou à la nécessité de protéger.

D. C.-B.: La protection dans le privé n'apportera pas plus d'efficacité dans les services publics. On doit vraiment voir ce qui se fait sur le thème de la flexibilité et de la sécurité dans les pays scandinaves. Une flexibilité du marché du travail ne peut fonctionner qu'avec une sécurisation des parcours. Toute personne qui a créé son activité sait que sans flexibilité, il n'y a pas d'innovation. Une société totalement protégée est un monde économique sans innovation.

Le mythe fondateur de cette gauche française, c'est le pacte conclu entre De Gaulle et les communistes en 1945 qui a donné le nucléaire et cette dimension rigide de l'interventionnisme public.

Notre problème est d'allier la dynamique de l'économie de marché et la sécurité. Nous devons accepter que dans la concurrence, il y a l'innovation, tout en sachant bien que la concurrence peut détruire la sécurité et les modes de vie de manière dramatique. Mais ce n'est sûrement pas par la surprotection qu'on arrivera à la société innovatrice dont nous avons besoin. Les énergies renouvelables sont apparues dans des économies où règne la concurrence. Le renouvelable n'aurait pas eu de droit de cité dans une économie planifiée.

RN: En Allemagne, on voit cette différence plus clairement entre les Verts et le parti de la gauche ex-communiste...

D. C.-B.: La gauche traditionnelle syndicale allemande et le SPD ne sont pas à l'abri du rêve d'une société surprotégée, avec un contrôle total sur l'économie, ce qui aboutirait à une société sans imagination et sans innovation. Mais bien sûr face à la montée de la mondialisation, cette volonté de surprotection est compréhensible et il faut répondre à cette inquiétude.

RN: Vous avez soutenu Ségolène Royal avec beaucoup de flamme. Vous y avez vraiment cru ?

D. C.-B.: Oui, pendant longtemps, j'y ai cru. Ce qui a été décisif, c'est que Sarkozy avait une structure majoritaire. Ce n'était pas le cas de

Ségolène Royal. Entre la gauche de la gauche, les Verts, le PS et le Modem, il n'y avait pas d'alternative majoritaire prête à s'organiser pour concurrencer Sarkozy. Au dernier moment, elle s'est ouverte aux centristes alors qu'elle avait jusque-là attaqué de manière très maladroite Bayrou en disant qu'il était de droite. Il aurait fallu dire que Bayrou venait certes de la droite, mais qu'il était en mouvement tout en essayant d'accueillir ce mouvement. Le PS a aussi payé les contradictions de son programme. Hollande a même laissé entendre qu'il y avait dans le programme de son parti des choses auxquelles il ne croyait pas comme le Smic à 1 500 euros et le maintien inconditionnel des trente-cinq heures, mais qu'il fallait bien satisfaire telle ou telle tendance... Un décalage perçu par une partie de l'électorat et qui fut fatal.

RN: Comment va évoluer le paysage politique français ?

D. C.-B.: L'autoritarisme de la droite française arrive au XXI^e siècle en se modernisant avec Sarkozy qui est une sorte de Tony Blair de droite. En revanche, à gauche, le modèle est scotché dans le Nirvana. Un espoir s'est certes organisé autour de Bayrou, un gourou sympathique, mais sans beaucoup de perspectives politiques. Le PS est rongé de l'intérieur par une idéologie

qui le paralyse entre le XIX^e et le XX^e siècles. Quant aux Verts français, ils sont englués dans les années quatre-vingt aussi bien dans leur fonctionnement que dans leurs fondamentaux, et par conséquent incapables de répondre à la modernité du XXI^e siècle. Et puis, il y a la gauche de la gauche qui s'extasie dans le Nirvana de 1917. Mais le renouvellement du Modem, du PS, de la gauche de la gauche, ce n'est pas mon problème. Mon problème, c'est l'avenir des Verts français.

RN: Quelles pistes préconises-tu pour les Verts?

D. C.-B.: Nous devons proposer une théorie et une pratique de la transformation. Je maintiens que nous avons absolument besoin d'une écologie politique qui soit autonome. Je suis contre l'idée d'aller au Modem ou au PS. Il y a une écologie cosmopolite, sociale et environnementale qui permet de décliner toutes les politiques. Mais nous devons trouver les formes organisationnelles adéquates. Les Verts français doivent sortir de la culture politique de la méfiance, une culture autoritaire avec des tendances totalitaires, une culture du contrôle qui est en fait en contradiction totale avec l'ouverture écologique libertaire. On élit quatre personnes pour contrôler quatre personnes parce qu'il n'y a aucune confiance. Les

Verts allemands ou les Verts belges savent, eux, qu'ils gagnent quand la direction du parti galvanise la confiance du parti. En France, dans les structures actuelles, il n'est pas possible de voir émerger un leadership positif.

RN: Les Verts français ne devraient-ils pas remettre en question le droit de tendance?

D. C.-B.: Si les Verts ne remettent pas en question le droit de tendance, ils n'y arriveront pas. La question fondamentale, c'est de se rendre compte qu'en France, il n'y aura pas de transformation écologique sans les Verts. La transformation se fera avec les gens de l'intérieur et de l'extérieur du parti. Si les Verts se contentent de recomposer avec ceux qui sont dedans sans tenir compte de ceux qui sont passés par les Verts et qui sont ailleurs, ils n'ont aucune chance.

RN: Le rôle de Hulot n'a-t-il pas été destructeur?

D. C.-B.: Nicolas Hulot a tracé un espace des possibles pour l'écologie. Au lieu de rentrer dans cet espace, certains l'ont perçu comme un acte de concurrence destructrice. Aujourd'hui, le drame c'est que l'Alliance pour la Planète a scissionné. Nicolas Hulot est parti, Sortir du Nucléaire est parti et d'autres associations veulent créer un nouveau regroupement...

On est dans le « schisme sectaire ». C'est normal que le nouveau président reçoive les syndicats et c'est une avancée s'il reçoit les organisations environnementalistes. Mais un parti politique n'est pas un syndicat, une organisation environnementale n'est pas une organisation syndicale. Un Grenelle social se ferait sans parti. Un Grenelle environnemental aussi. Les Verts n'ont donc pas à y être représentés. Il y a une séparation des genres qu'il faut respecter.

RN: Est-ce qu'une autre condition du renouvellement des Verts français n'est pas aussi un changement du mode de scrutin?

D. C.-B.: C'est évident qu'il y a des facteurs extérieurs, comme le mode de scrutin, mais les Verts ont tendance à expliquer tous leurs problèmes par cela. Or, en France, les municipales et les régionales sont aussi à la proportionnelle...

RN: N'y a-t-il pas aussi une nécessité de refondation-transformation idéologique des Verts français?

D. C.-B.: Absolument, il faut s'attaquer au disque dur. Il y a des tas de choses vraies dans ce disque dur, mais, globalement, il ne correspond pas à la dynamique de la société d'aujourd'hui. Nous devons répondre à la question de savoir comment met-on en rapport les positions environnementales et la manière dont l'écologie

politique structure toute notre conception des politiques qui en dérivent comme le social et l'institutionnel. Je crois qu'on peut même aller de l'avant dans cette différenciation par une reprise de l'autogestion. Par ailleurs, nous voulons réformer l'économie de marché en acceptant les aspects positifs de la concurrence.

RN: Dans sa campagne présidentielle Sarkozy a utilisé Mai 68 comme un repoussoir absolu, qu'est-ce que cela indique?

D. C.-B.: Tout le monde s'est posé la question de savoir quelle mouche l'avait piqué d'attaquer tout d'un coup Mai 68. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que la personne qui a écrit ce discours, c'est Henri Guaino qui avait écrit les discours de Chevènement pendant la campagne européenne de 1999. J'ai même fait un débat avec lui à Sciences-Po et nous en avons fait un livre¹. Il était l'éminence grise de Chevènement pendant cette campagne-là. En réalité, ce

discours a été écrit en réponse à la menace qu'a représentée l'ouverture de Royal au Centre. Celle-ci était portée par les soixante-huitards comme Cohn-Bendit, Kouchner et Rocard. D'où l'attaque sur 68. C'est le ciment entre la droite profonde de l'UDF, du RPR, la droite et la gauche souverainiste, contre ce qu'ils appellent l'américanisation de la société française. Chevènement parlait d'ailleurs de « la gauche américaine » pour désigner les gens qui avaient joué un rôle dans 68. Nous serions responsables du cynisme, des parachutes dorés pour les grands patrons... C'est ainsi qu'il a pu mobiliser tout l'électorat de plus de soixante ans qui se souvient très bien de la grande vague gaulliste déclenchée en réaction à Mai 68. Électoralement parlant, l'opération a été payante. Mais le paradoxe, c'est qu'une fois les élections passées, Sarkozy appelle Kouchner et organise un Grenelle de l'environnement... ■

Propos recueillis le 27 juin 2007 à Bruxelles
par Benoît Lechat et Pascal Fenaux.

¹ *La France est-elle soluble dans l'Europe* avec Daniel Cohn-Bendit, Albin Michel (1999),